

ARRETE DU MAIRE
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°ST 2023_321

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande du 29 août 2023 par laquelle Madame GUETAT FLOURY Valérie, demande l'autorisation d'installer un étal de marchandises dans le cadre d'une braderie au droit du commerce « Boutique Valerio » sis 4 place Jean Vinay, les vendredi 1^{er} et samedi 2 septembre 2023,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités territoriales

VU le Code Général des Propriétés des Personnes publiques,

VU le Code de la Voirie routière,

VU le Code de la Route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

VU le Règlement de voirie communale,

VU l'état des lieux,

A R R Ê T E

Article 1 - Autorisation : La bénéficiaire est autorisée à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande, le vendredi 1^{er} septembre 2023, de 9 h 30 à 19 h et le samedi 2 septembre 2023, de 14 h à 19 h.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières : Le stationnement des véhicules sera interdit sur les trois (3) places de stationnement situées au droit du n°4 place Jean Vinay le 1^{er} septembre de 9 h 30 à 19 h et le 02 septembre de 14 h à 19 h.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La bénéficiaire devra signaler l'interdiction de stationner à l'aide de panneaux B6a1.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police municipale, la bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 – Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 29 août 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Responsable du service Espaces Publics
Gwenaëlle LAMY

